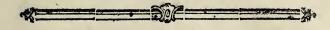
£29.

Cou

FRC

7075



PRINCIPES

IMPARTIAUX.

Nous, Membres de l'Assemblée nationale, ennemis de toute mesure violente & exagérée, séparés de tout intérêt personnel, réunis par le patriotisme & dévoués entiérement à la cause de la liberté nationale & du salut public, professons & déclarons les principes suivans:

Ier.

Fideles à notre dévoir, & invariablement attachés aux véritables intérêts du Peuple, nous ne cesserons de nous opposer, jusqu'à la fin, à tout projet qui tendroit à l'égarer ou à compromettre ses droits, soit en excitant insidieusement sa désiance, & en l'invitant au désordre, soit en le portant au mépris de la constitution & de l'autorité légitime.

A

II.

Tout Citoyen doit se soumettre à la Constitution. Ce qu'elle pourroit avoir de désectueux, le temps & l'expérience le manisesteront à la Nation, qui le changera ou le modisiera à son gré.

III.

Il est plus que temps de ramener l'ordre, la paix & la sécurité C'est le seul moyen de sauver la Patrie, de garder la soi promise & due aux Créanciers de l'Etat, de ranimer le commerce & de rétablir la perception des revenus publics, sans lesquels on verroit bientôt périr la Constitution elle-même & la liberté.

I V.

Le maintien de la Constitution & de la liberté, dépend essentiellement de l'observation des loix, & l'observation des loix ne peut être garantie que par une puissance active, protectrice de tous les droits. Il faut donc se hâter de rendre au Roi l'exercice du pouvoir exécutif suprême,



conformément au vœu solemnel de la Nation & aux principes monarchiques, reconnus & consacrés par la Constitution.

V.

Nous défendrons de tout notre pouvoir, fans acception de rang ni de personne, les droits de l'homme & du citoyen, trop souvent violés aujourd'hui avec impunité.

VI.

La Constitution ayant aboli la distinction politique des ordres, un même titre doit réunir tous les François, celui de Citoyens.

VII.

Il est d'une saine politique d'attacher tous les cœurs à la Constitution. Si son complément commandoit encore de grandes résormes, il est indispensable d'éviter dans l'exécution tous moyens violens; ils alarment les Citoyens, aigrissent les esprits, menacent les propriétés, multiplient les malheureux, & ne peuvent qu'accroître la détresse du Peuple.

VIII.

Nul sans doute ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses, ni pour le culte rendu en commun à la Divinité; mais l'expérience des siecles passés n'a que trop appris combien la tranquillité & l'intérêt même de l'Etat exigent que la Religion Catholique continue à jouir seule, dans le Royaume, à titre de Religion Nationale, de la solemnité du culte public.

IX.

Pour affurer dans tous les cas & contre tous les événemens, la dépense du culte public, l'entretien de ses Ministres & les secours dus aux pauvres, & sondés pour eux, il est essentiel de conserver aux Eglises une dotation territoriale en conséquence, jusqu'à ce que la dotation nécessaire ait été déterminée & solidement assurée, il ne doit pas être fait d'autre aliénation des biens de l'Eglise que celle décrétée le 19 Décembre dernier, comme secours extraordinaire.

X.

Conformément au Décret du 2 No-

vembre précédent, aucune disposition relative, soit à l'aliénation, soit à la répartition des biens ecclésiastiques, ne doit avoir lieu que d'après les instructions & sous la surveillance des provinces respectivement intéressées.

XL

Une nouvelle constitution veut un autre ordre judiciaire dans lequel les nouveaux Tribunaux soient restreints au seul pouvoir de juger. Mais on doit prendre tous les tempéramens convenables pour concilier, à l'égard des anciens Magistrats, ce que la nécessité commande, & ce que l'équité réclame.

XII.

Chez un peuple libre, & qui veut continuer de l'être, la liberté de la presse doit être constamment protégée, mais l'ordre public, l'honneur & la sûreté de chaque Citoyen demandent que la licence de la presse soit réprimée. Rien n'est donc plus instant que de provoquer & faire rendre sur cet objet une loi sage & prudemment motivée.

(6) XIII.

Toute force armée deviendroit redoutable à la liberté publique, & feroit le fléau des particuliers, si elle n'étoit contenue par la Constitution & toujours dépendante du pouvoir exécutif, conservateur de l'ordre. Il faut donc que, subordonnément à l'ordre établi par les principes constitutionnels, l'armée & les Gardes-Nationales soient soumises au Monarque, comme le Monarque lui-même doit être soumis à la Loi.

XIV.

Nous réunirons tous nos efforts pour obtenir la plus prompte expédition des affaires, accélérer la conclusion si desirable de nos travaux, & sur-tout pour maintenir l'union entre toutes les parties de ce vaste Empire dont l'intérêt est si essentiellement de former un seul & même corps sous la protection & la dépendance de la Loi & du Roi.

X V.

Pour parvenir au but que nous nous proposons, nos moyens sont la justice, la vérité, la constance.

LES IMPARTIAUX.